

LUTTE

OUVRIÈRE

JOURNAL COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
POUR LA CONSTRUCTION DE LA LIGUE ANTILLAISE DES TRAVAILLEURS
POUR LA LIBERATION DES ANTILLES
POUR LA DICTATURE DEMOCRATIQUE DU PROLETARIAT A LA MARTINIQUE ET
A LA GUADELOUPE
POUR UN PARTI MONDIAL DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

SOMMAIRE

EDITORIAL	Page 1
EXCLUSION DU PARTI COMMUNISTE GUADELOUPEEN	Page 2
OUI POUR L'INDEPENDANCE SYRIE : VOULOIR ET POUVOIR	Page 5 Page 8
KOSSIGUINE EN FRANCE	Page 10
UN MENSONGE : LA GÉNÉROSITÉ DE LA FRANCE	Page 13
LA FAMINE EN INDE	Page 17

EDITORIAL

HUGO BLANCO DOIT VIVRE

Le Gouvernement réactionnaire de Monsieur Belaunde TERRY a condamné il y a quelque temps Hugo Blanco et son compagnon d'arme Pedro Candéles à 25 et 20 ans de prison.

Mais cela n'a pas suffi aux grands propriétaires et aux capitalistes du Pérou, ils préfèrent voir disparaître totalement Hugo Blanco ! Ils envisagent actuellement d'assassiner Hugo Blanco.

Nous devons sauver ce militant Révolutionnaire.

En effet tout le crime de Hugo Blanco est d'avoir aidé les paysans pauvres à se défendre contre la misère, la sauvagerie des grands propriétaires péruviens.

Tout le crime de Hugo Blanco c'est d'avoir aidé les paysans des Hautes Vallées Andines à s'organiser pour reprendre des terres qui leur avaient été enlevées d'années en années.

Tout son crime c'est d'avoir participé à la mise sur pied de la fédération des paysans de la vallée de la Convention.

Dirigeant du F.I.R. (Front de la Gauche Révolutionnaire), militant trotskyste, Hugo Blanco représente pour les classes possédantes Latinoaméricaines le type de révolutionnaire capable de se dévouer aux classes exploitées, de les aider à s'organiser en vue de lutter pour une société meilleure.

Protéger Hugo Blanco est le Devoir de tous les Révolutionnaires.

A PROPOS DES EXCLUSIONS DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE GUADELOUPÉEN

Le Parti Communiste Guadeloupéen vient de procéder à l'exclusion de 3 membres de son Comité Central. Il s'agit de Monroe, Tomiche et Boisel.

Le Parti Communiste Guadeloupéen, dans un communiqué, déclare que ces camarades avaient promis de faire leur "mea culpa" dans des articles écrits à l'Étincelle. Ils devaient faire leur autocritique et déclarer leur entière adhésion à la politique du Parti.

Voilà un son de cloche que nous connaissons bien, venant des Partis Staliniens. En cela le Parti Communiste Guadeloupéen ne diffère pas de ses congénères.

Ces exclusions semblent assez disparates ; de toutes façons qu'elles qu'elles soient, elles sont significatives de ce qu'est le Parti "Communiste" Guadeloupéen et du peu de démocratie qui y règne. Mais en fait pour le fond, les Monroe, Tomiche et Boisel sont d'accord avec le Parti Communiste Guadeloupéen. La meilleure preuve en est que de ce conflit qui couve depuis des semaines, ils n'ont guère informé, ni les ouvriers dans leur ensemble, ni même l'opinion publique du Parti.

Certes, on se demande plutôt, comment Monroe, ce vulgaire opportuniste, a-t-il pu s'égarer ainsi quand au "sens du vent". Il a dû faire quelque erreur qui lui a coûté une place qu'il avait si rapidement acquise grâce non à son dévouement au travail du Parti (si même cela a encore quelque importance au Parti), mais bien par la démagogie de son langage fleuri et de son attitude ambiguë. Monroe ne déclarait-il pas à son arrivée à la Guadeloupe, ses études terminées, qu'il ne devait pas aller trop loin à faire de la politique car il devait "tenir les promesses faites au gouvernement Français de ne pas troubler l'ordre public". Ah ! l'honnête homme.

Cependant comme la meilleure façon de ne pas troubler l'ordre public est encore d'être au Parti Communiste Guadeloupéen, Monroe ne tardait pas à accéder au Comité Central, essayant, tantôt, par la sagesse de ses propos de s'attirer les sympathies des vieux bureaucrates du Parti Communiste, tantôt, de passer aux yeux des jeunes pour un homme aux idées hardies, s'en allant même jusqu'à se prononcer devant eux pour une lutte violente.

Mais laissons là ce monsieur, qui pris à son piège, n'aura pas prévu, que les tournants des Partis Staliniens sont nombreux et qu'il est fort difficile de se trouver toujours dans le bon alizé, tout en prêchant la révolution aux jeunes de Pointe à Pitre et de Basse Terre.

Les deux autres membres exclus sont d'un poids plus lourd dans la politique du Parti Communiste Guadeloupéen. Boisel est un vieux militant de la première heure du Parti Communiste Guadeloupéen, ayant servi ce parti dans tous ses aléas, et ayant pour le parti bénéficié de la sympathie des ouvriers des faubourgs et des quartiers limitrophes de Pointe à Pitre. Il fut élu Conseiller Général. Il fut de tout temps un élément plus "chaud" que les autres, qu'on se rappelle par exemple les multiples incidents du genre de celui-ci : le jour de l'enterrement d'un membre du Parti, le cortège cédant à l'instance de la veuve dût se rendre à l'église St Pierre et St Paul. Mais là, le défunt dût subir les avanies du curé qui triant les couronnes mortuaires déclarait pouvoir accepter le corps mais sans les couronnes offertes par le Parti. Tous les membres du Parti s'apprétaient à accepter sans mot dire ce compromis, sauf Boisel qui à son habitude se met en colère et saisissant les couronnes, déclara que le corps entrerait avec les couronnes du Parti ou n'entrerait pas. La discussion dura et il fallu l'intervention des "communistes" plus "affables" (et "plus sociables") tels que Bangou et Dessout (avant son passage à l'UNR), pour faire comprendre à Boisel qu'il fallait céder.

Boisel est l'un des rares ouvriers qui se trouvent à la tête du Parti Communiste Guadeloupéen. Il a pu depuis quelques temps céder aux idées enthousiastes de groupes de jeunes préchant contre la politique du Parti Communiste pour une politique plus radicale. Mais lui non plus n'a pas dépassé les limites du Parti et le conflit est resté circonscrit au sein du Comité Central et du Bureau Politique de ce Parti. Ce qui permet que aujourd'hui les Bangou du Parti ou les Ibéné puissent l'exclure d'autant plus facilement. Et s'il résiste au Parti, s'il continue à n'être plus d'accord et s'il le dit dans sa "cellule Karl Marx", il risque fort d'en être aussi exclu.

Quant à Tomiche, c'est un jeune organisateur du syndicat d'employés de commerce, bénéficiant auprès des jeunes de Pointe à Pitre d'une certaine sympathie, portant barbe longue, manifestant ainsi son "castrisme". Son opposition a dû se faire plus intense depuis que le Parti Communiste Guadeloupéen voit d'un mauvais oeil son travail un peu trop poussé dans le syndicat d'employés de commerce : "Le Syndicat de Tomiche", disent les gens de Pointe à Pitre.

De toutes façon si parmi les exclus il en est un ou deux qui veillent réellement se dévouer aux travailleurs l'exclusion leur aura rendu un bon service car leur présence au Comité Central n'aurait pu que cautionner les malhonnêtetés et le réformisme du Parti Communiste Guadeloupéen.

Beaucoup de gens bien décidés à participer à la lutte des travailleurs, à la lutte pour le socialisme entrent dans

dans les Partis dits "Communistes", pour la simple raison que dans l'éventail des partis existants ce sont encore les Partis "Communistes" qui sont les moins mauvais. Ceux ci, du fait de l'exploitation coloniale et de la répression policière ou judiciaire ont pu et peuvent encore par une politique simplement d'opposition réformiste apparaître aux travailleurs, aux paysans comme le Parti Révolutionnaire.

Mais en fait, au fur et à mesure que la situation politique se développe dans le monde et aux Antilles, le Parti Communiste se montre de plus en plus incapable non seulement de participer aux luttes quotidiennes des travailleurs mais encore, et à plus forte raison de les conduire en avant du mouvement d'émancipation nationale, d'où les remous, les oppositions au sein du Parti Communiste, d'où les exclusions.

Le Parti Communiste Guadeloupéen se tait sur les raisons profondes de l'exclusion ; en fait il ne trompe personne. Chacun sait que le Parti, son Comité Central sont devenus propriété privée d'une série de bureaucrates plus apeurés à l'idée d'une révolution à la Guadeloupe, et même ayant intérêt à freiner les choses, (certains pour leurs affaires commerciales) que prêt à propulser la moindre lutte des travailleurs pour l'indépendance.

Pourtant les travailleurs ont besoin d'un Parti Révolutionnaire guide de leur lutte, les représentant organisationnellement et politiquement. Si des camarades qu'ils soient au Parti Communiste ou ailleurs veulent réellement prendre fait et cause pour le prolétariat de Guadeloupe ou de Martinique, ils devront se rendre à l'évidence que ce n'est pas en bataillant à l'intérieur de Partis sclérosés qu'ils construiront l'avant garde des travailleurs, mais bien en participant aux luttes ouvrières sur le terrain même de ces luttes.

GEORGES RASSAMY

OUI POUR L'INDEPENDANCE

Le 2 Décembre avait lieu à l'Assemblée Nationale la discussion sur le projet de loi organisant le référendum en Côte Française des Somalis. De Gaulle lors des manifestations de Djibouti - escalade malheureuse pour lui dans son voyage publicitaire autour du monde - s'était vu obligé de promettre une consultation de la population, sur la question de l'indépendance.

Le texte du projet de loi déclare qu' avant le 1er juillet 1967 la population de la Côte Française des Somalis sera consultée sur la question de savoir si elle souhaite demeurer avec un statut renouvelé de gouvernement et d'administration au sein de la République Française ou en être séparée".

Sur ce nouveau statut on sait peu de choses pour le moment, mais assez quand même pour se rendre compte que TOUTES les prérogatives essentielles du gouvernement français seraient maintenues. En effet, Pompidou dans son discours devant l'Assemblée a déclaré: .. "Il va de soi que nous serons obligés de garder pour la République les affaires étrangères, la défense nationale, la monnaie et aussi, bien entendu, la défense de l'ordre public car, étant donné la situation du territoire, ses tensions internes, les rivalités d'ethnies, nous ne pouvons conserver la responsabilité et perdre les moyens d'y faire face"... En termes clairs, on propose à la population de Djibouti, qui s'est battue contre les légionnaires aux cris d'indépendance, de voter OUI au maintien des troupes françaises dirigées et commandées par des représentants du gouvernement français.

On voit fort mal quelles sont les libertés plus grandes qu'aurait dans ces conditions la population par rapport à la situation actuelle.

Et si la population de Djibouti ne veut plus être maintenue dans l'ordre de l'impérialisme français, et vote NON au référendum on la menace de l'abandonner aux pires calamités :

"Si la réponse était négative, évidemment la France retirerait du territoire ses représentants, son aide et ses forces (De Gaulle - conférence de presse du 28 Octobre).
que

"Il faut que l'on sache/si la Côte française des Somalis choisit l'inconnu, l'aventure et la misère, nous ne pourrons faire autre chose que lui retirer nos soldats, nos fonctionnaires, notre aide technique et financière et nous limiter à la défense des intérêts de nos nationaux. Toute autre solution ne serait, comme l'a dit le Président de la République, qu'une dérisoire illusion". (Pompidou - discours devant l'assemblée Nationale le 2 Décembre).

Comme quoi, il n'y a d'aide de la part de l'impérialisme qu'intéressée, ce que nous savions déjà.

Mais il est tout à fait naturel que le Gouvernement français

entende conserver le maximum d'emprise sur Djibouti. Ce qui est bien plus significatif c'est l'attitude de députés comme Césaire qui est très proche de la position Gaulliste. Tout le problème de l'indépendance est escamoté au profit d'une autonomie plus large que celle proposée, d'une association, le tout agrémenté de longues déclarations d'amitié envers la France. Mais de quelle France s'agit-il ? Celle des De Gaulle, Pompidou, billotte et des grandes familles capitalistes qu'ils représentent ou celle des travailleurs ? Nous n'avons aucune hostilité envers les travailleurs français, mais nous sommes irréductiblement opposés à tout l'appareil d'Etat français dans nos pays.

Or le Gouvernement français organise un chantage en disant à Djibouti, vous restez soumis à la France, sinon nous vous retirerons tout aide et vous prérirez. Et à la Chambre, les députés qui se prétendent de gauche, de la métropole ou de nos pays (Césaire par ex.) ont tous essayé d'attendrir le gouvernement jouant les effolés devant les menaces gouvernementales. Or en fait en quoi consiste cette aide : principalement à faire marcher l'administration métropolitaine, à payer les CRS à leur construire des logements, à assurer le drainage de nos ressources vers la métropole. Qu'est-il fait avec l'argent de la métropole pour améliorer le sort des populations laborieuses ? Où en est la construction d'écoles, de routes, l'équipement sanitaire et médical ? Ce sont des promesses électorales, un point c'est tout. Mais par contre le pillage de nos pays par l'impérialisme est bien réel. Si les légionnaires disparaissent de Djibouti, si leur solde n'est plus dépensé chez quelques petits commerçants Djiboutéens, ces derniers auront quelques difficultés, mais par contre l'ensemble de la population sera libérée de la domination directe de la France.

Ce sont les petits bourgeois et les politiciens qui vivent des très petites miettes que leur laisse l'impérialisme qui sont tellement effrayés devant ces menaces d'abandon. Les travailleurs et les paysans pauvres savent que cela influera peu sur leur sort, car il leur est difficile d'être plus pauvres et plus malheureux qu'ils le sont actuellement.

Mais en fait c'est dans de fausses solutions que le Gouvernement Français veut cantonner la population de Djibouti. Si nous, révolutionnaires antillais nous revendiquons notre indépendance nous savons qu'en elle-même elle ne résoudra pas les problèmes qui se posent dans nos îles. Car tout dépend quelle sorte d'indépendance. Un changement d'administration, le passage entre les mains de Guadeloupéens ou de Martiniquais de tous les postes officiels, des flics guadeloupéens au lieu des CRS métropolitains, ne changeraient à notre sort que l'oppression coloniale. Si nous ne luttons pas en même temps contre l'oppression sociale de l'impérialisme et contre le bourgeoisie de nos pays qui ne cherche qu'à s'installer en lieu et place de l'impérialisme français si l'occasion lui en est donnée, il nous faudra encore nous battre contre l'administration bien guadeloupéenne, bien Martiniquaise. Et là le Gouvernement Français s'empressera d'envoyer de l'aide financière, matérielle, militaire pour permettre aux bourgeois nationaux de nous maintenir en ta-

telle. Que Monsieur Césaire ne s'inquiète pas trop, le gouvernement Français lui enverra toujours tout ce dont il aura besoin pour venir à bout des travailleurs.

En fait les déclarations de Césaire et de tous les hommes de "gauche" de cet ordre, ne sont que des tentatives pour expliquer au Gouvernement qu'en faisant de très petites concessions, en leur permettant d'accéder au pouvoir sans mobiliser les masses, ils se chargeront très bien de maintenir l'ordre eux mêmes. Césaire essaie d'expliquer au Gouvernement français qu'il ne faut pas trop être intransigent car alors, les travailleurs et les paysans excédés risquent d'aller bien trop loin dans la lutte contre toutes les formes d'oppression.

Nous devons bien nous rendre compte de tous ces calculs et transactions et n'accorder aucune confiance en ceux qui sont tout prêts à s'entendre avec le gouvernement français contre les plus exploités d'entre-nous, les travailleurs et les paysans pauvres.

L'indépendance pour laquelle nous luttons c'est celle qui permettre aux exploités d'exercer le pouvoir, non pour créer un nouvel appareil d'oppression mais pour amener nos pays à la libération totale, non seulement nationale mais aussi sociale, et inciter les travailleurs des autres pays à accomplir leur révolution pour se libérer de l'exploitation. Nous sommes des pays pauvres car nous avons été pillés pendant des siècles par la bourgeoisie métropolitaine. Nous n'avons aucune confiance en une aide de la France impérialiste. Mais nous avons effectivement besoin d'aide car les richesses que nous avons créées ne se trouvent plus à Pointe à Pitre ou Fort de France, mais à Paris Bordeaux ou Nantes. C'est dans une alliance avec une France, où les ouvriers seraient au pouvoir que nous pourrions obtenir une aide réelle et sans contrepartie. C'est dans le cadre d'une réorganisation de l'économie à l'échelle mondiale en supprimant les monopoles et le profit que l'humanité laborieuse sera enfin libérée.

P. JEAN CHRISTOPHE

VOULOIR ET POUVOIR

LE REFUS DES MIETTES PAR LA BOURGEOISIE SYRIENNE

Depuis quelques mois le verbe socialiste tient la première place en Syrie, parallèlement le conflit Israélo Arabe montre de plus en plus le jeu de l'impérialisme Anglo américain dans cette partie du monde.

Il apparaît de plus en plus que le morcellement en États créés de toute pièce par l'impérialisme Anglais devait servir à la défense de ses intérêts au Moyen Orient.

Or voilà que la Syrie semble menacer de manière assez précise une partie de ces intérêts. Le litige entre l'Irak Pétro-léum Company et le gouvernement Syrien (prétendu socialiste depuis quelque temps) se situe autour des droits de passage du pipeline transportant le pétrole extrait en Irak (pays voisin de la Syrie). On n'est point étonné d'apprendre que les compagnies actionnaires de l'IPC sont Shell, British Pétro-léum etc., toutes de grosses compagnies étrangères (anglaises, américaines, Belges etc.) qui possèdent le monopole de l'exploitation du pétrole du moyen orient (de même que ceux d'Amérique Latine et de la Caraïbe).

Aujourd'hui la Syrie se borne à réclamer les arrérages s'élevant à 3 750 000 livres sterling dus pour le passage du territoire syrien et l'embarquement dans un port Syrien du pétrole.

Aussitôt prise la décision de réclamer cette somme et de stopper le marche du pipe line par le gouvernement syrien, deux positions se sont manifestées.

D'une part l'IPC et les trusts pétroliers internationaux ont décidé de boycotter le port syrien de Baniyas, d'autre part le gouvernement Irakien s'est déclaré solidaire du gouvernement syrien.

Tout cela appelle un certain nombre de remarques.

En effet, il est à noter que le conflit intervient au moment où d'autres mouvements se font ressentir en Jordanie et parmi les réfugiés Palestiniens. Il faut aussi noter les attaques déguisées d'Israel contre la Syrie. Il faut encore se rappeler le déroulement des crises Syriennes qui ont conduit au pouvoir une autre équipe dirigeante, tout aussi bourgeoise que la précédente ; avec une participation plus ou moins importante de l'armée à ce pouvoir.

L'on comprend bien que les faibles bourgeoisies de ces pays soumis au pillage de l'impérialisme, voient d'un mauvais oeil le transport à l'extérieur des richesses nationales, alors qu'il ne leur reste que des miettes.

Il peut même se faire que s'étant laissé aller à faire des promesses démagogiques aux masses, pour éliminer l'ancienne équipe dirigeante, que les dirigeants syriens actuels aient besoin d'argent pour entreprendre les actions susceptibles de conserver tout aussi démagogiquement leur appui populaire contre les autres équipes et contre les changements d'humeur des impérialistes. A moins que ce ne soit pour renforcer leur appareil de répression. Cela leur permettrait de gouverner la Syrie avec une marge de sécurité relativement plus grande (dans le style Nasser par exemple) et en tout cas d'avoir un élément de chantage, les masses, auprès de l'impérialisme.

Ce qui déterminera le développement et l'issue du conflit sera l'attitude de l'IPC. Il n'est guère sûr que celle-ci accepte de payer les redevances, à moins d'être sûre de les reprendre d'un autre côté, auquel cas le problème sera reposé par les dirigeants syriens ; car si l'IPC accepte de laisser une part de ses profits aux mains de la Syrie, elle risque de voir la bourgeoisie irakienne lui poser demain des problèmes autrement plus sérieux (Nationalisation, expulsion etc...). Cela sera pour les pays producteurs de pétrole une tentation forte. Au fond la Syrie ne demande pas beaucoup plus que le gouvernement algérien aux compagnies françaises de pétrole, travaillant en Algérie. Mais le problème pour l'IPC est que ce petit peu n'entraînera-t-il pas des conséquences que ni les dirigeants syriens ni l'IPC n'avaient envisagées au départ.

CLAIRE GOYA

KOSSIGUINE EN FRANCE

LES AFFAIRES AVANT TOUT !

Kossiguine, chef du gouvernement de l'URSS a rendu tout au cours de son séjour en France, un "grand hommage" au représentant de la bourgeoisie française, le Général de Gaulle.

Représentant de la couche privilégiée des bureaucrates Russes, c'est en son nom qu'il a parlé et pas au nom du prolétariat Russe.

On ne s'attendait donc pas à des déclarations révolutionnaires et à un appel aux travailleurs, français, mais à ce tel ramassis de banalités, d'inepsies et de mensonges. Jamais un communiste, n'aurait glorifié un chef d'Etat bourgeois. A-t-on jamais vu Lénine, jetter des fleurs à Lloyd George ou à Clémenceau; les intérêts du prolétariat et de la bourgeoisie sont bien trop opposés pour penser un seul instant chanter les louanges du représentant d'une bourgeoisie française ou autre. Cela n'a pas eu l'air de gêner du tout le Parti Communiste Français. En plus Kossiguine, représentant d'un pays communiste n'a pas rendu visite au Parti Communiste Français, et celui-ci n'a pas souligné ce fait dans son journal l'Humanité. Au contraire, il s'est réjoui des futures relations économiques et de "l'amitié" que la Russie allait nouer avec la bourgeoisie française. Le Parti Communiste Français montrait ainsi, combien il était docile et peu hostile à la bourgeoisie, qu'il ne tendait qu'à une collaboration.

Tout au cours de sa tournée en Province, Kossiguine a été accueilli surtout par les patrons d'usines, et les "personnalités". A Lyon, à Rhodiacéta, c'est le président directeur général de Rhones Poulenc, Monsieur Baumgartner, ancien ministre du gouvernement du Général de Gaulle, qui l'a reçu. A Feyzin, ce fut monsieur Guillaumat, ancien ministre lui aussi.

Le journal "Le Monde" remarquait au passage, que pour la première fois le drapeau rouge flottait sur une usine, et que "ce fut la réalisation du rêve de générations d'ouvriers". N'exagérons rien, leur rêve était certes de voir le drapeau flotter, mais pas dans ces conditions, pas en sachant que les ministres se pavent en Cie de Kossiguine alors qu'ils sont eux derrière leurs machines. Mais cela prouve néanmoins, que même sali par les bureaucrates, le drapeau rouge garde encore sa signification socialiste pour les travailleurs. Mais cela ne prouve pas que Kossiguine, en soit le représentant.

Devant la presse Diplomatique, Kossiguine a exposé l'opinion de son gouvernement sur diverses questions. En ce qui con-

cerne les pays sous développés il a déclaré sans aucune gêne :
" Le Général m'est apparu très occupé par cette question; Nous
" sommes d'accord avec lui pour assister les jeunes Etats en vue
" d'accélérer leur progrès. Nous avons l'intention d'informer
" votre pays de ce que nous ferons à l'avenir dans ce domaine et
" nous pensons que la France fera de même".

Mais vraiment, comment penser une seconde, qu'un communiste
puisse dire de telles aneries !

Il ne faut quand même pas faire semblant d'ignorer que la
France a su, quand son ancienne méthode d'exploitation coloni-
ale que nous subissons toujours aux Antilles n'était plus possi-
ble, l'adapter en "accordant" des indépendances à ses colonies.
L'Algérie, elle, a dû lutter 7 ans pour arracher son indépendan-
ce. Et c'est la crainte des luttes de libération nationale de
ce genre, qui se seraient développées en Afrique, qui a forcé
le gouvernement français à "accorder" toutes une série d'indé-
pendance^s, à ses colonies d'Afrique.

Indépendance tout verbale, puisque économiquement elles
dépendent toujours de la métropole.

Cette nouvelle forme d'exploitation lui rapporte tout au-
tant. En prêtant son concours économique, ses capitaux, elle
s'arroge des privilèges commerciaux, et conserve ainsi la main
mise sur l'économie de ces pays sous développés. Elle possède
toujours des mines et des plantations, comme par exemple les
mines de fer de Mauritanie et de grandes plantations d'arachi-
des au Sénégal.

Il ne s'agit pas du tout d'aide désintéressée, comme ten-
drait à le faire croire Kossiguine, Certes, le Général De Gaul-
le est très intéressé par ces questions, c'est à dire très pré-
occupé de la meilleure façon possible de pomper les ressources
des pays sous développés.

Qu'est-ce aussi que cette question d'accélérer le progrès
des pays sous développés. La seule façon d'oeuvrer pour leur
progrès ce serait de favoriser une révolution prolétarienne dans
ces pays et également dans les citadelles même de l'impérialis-
me. Evidemment, Kossiguine ne dit pas un mot là dessus et pour
cause ! Il craint trop un changement qui mettrait en péril la
bureaucratie.

Et dans le même ordre d'idée il va parler de son désir de
"Paix Générale" et il déclare :
" Nous avons un souci identique pour la Paix Générale, nous
avons le désir d'éviter les conflits et celui d'éliminer les
causes de tous ceux qui pourraient survenir."

Voilà un résumé édifiant !

Tout d'abord qu'est ce que c'est que ce "souci identique" ?

Comment un communiste et un homme d'Etat Bourgeois peuvent-ils avoir les mêmes vues, sur la paix.

Et que signifie en plus cette "Paix Générale", utopique et abstraite. En la supposant possible, au profit de qui jouerait-elle, sinon des capitalistes et des bureaucrates. Les ouvriers travailleraient autant, les paysans seraient toujours dans les mêmes conditions et nous serions dans la même misère aux Antilles.

Kossiguine fait semblant de croire, au soit disant souci de paix des capitalistes français. Ce souci de paix se manifeste par la répression à Djibouti, et par l'entretien d'armées aux Antilles, par des expériences nucléaires et l'établissement de bases en Guyanes et à Tahiti.

En faisant briller l'espoir "qu'il n'y aura plus jamais de guerre" Kossiguine contribue à tromper le prolétariat, car il lui fait croire qu'on peut, après tout, s'entendre avec sa bourgeoisie nationale, puisqu'elle est dotée de "désirs pacifiques"...

Kossiguine expose ainsi clairement la position du gouvernement Soviétique qui n'est en rien celle des travailleurs Soviétiques ni celles des travailleurs du monde entier.

CLAIRE GOYA

CESAIRE CROIT IL A LA GENEROSITE DU GOUVERNEMENT FRANCAIS ?

La discussion sur le projet de référendum à Djibouti a fait rebondir l'agitation autour du fameux article 72 de la Constitution, cheval de bataille des organisations autonomistes et particulièrement des Partis Communistes.

L'article 72 stipule que :

"les collectivités territoriales de la République sont les Communes, les départements, les Territoires d'Outre-Mer. Toute autre collectivité territoriale est créée par la loi".

C'est la création d'une nouvelle collectivité territoriale avec un statut d'autonomie que ces organisations revendiquent.

Le 5 Décembre "L'Humanité" écrivait :

"Après les événements de Djibouti et les déclarations officielles admettant la possibilité CONSTITUTIONNELLE d'un changement de statut pour la "Cote Française des Somalis" il apparaît difficile de contester aux Réunionnais ce qui est jugé légal pour les Somaliens, même si la pleine reconnaissance du droit des Somaliens se heurte encore à d'importants obstacles".

Voilà nos partisans des méthodes parlementaires qui se réjouissent : l'autonomie peut être obtenue sans violer la constitution !

Le 7 Décembre, Paul Vergès (secrétaire Général du Parti Communiste Réunionnais) et Aimé Césaire (Parti Progressiste Martiniquais) ont tenu une conférence de presse, où ils ont tenu à peu près le même langage.

Dans toutes ces déclarations il y a tout d'abord une malhonnêteté flagrante : depuis quand la population de Djibouti a-t-elle revendiqué l'AUTONOMIE ? C'est aux cris d'INDEPENDANCE qu'elle est descendue dans la rue en Aout dernier, c'est l'INDEPENDANCE qu'elle réclame, et non une quelconque autonomie dans un ensemble français. Elle réclame de mener dans tous les domaines des décisions qui ne dépendront que d'elle.

Cela nos beaux Messieurs l'ont vite oublié pour ne retenir en fait que la PROPOSITION GOUVERNEMENTALE DE MAINTIEN DANS LE CADRE FRANCAIS, en essayant de l'améliorer. C'est ainsi que s'explique la déclaration de Césaire à l'Assemblée Nationale le 2 Décembre lors de la discussion sur le projet de référendum à Djibouti, où il dit :

" Il serait fâcheux qu'un projet généreux et herdi dans son principe, finisse par apparaître, par le fait d'une politique ambiguë, comme une oeuvre de ressentiment".

Et voilà, sans que cela soit prononcé - l'indépendance de Djibouti classée parmi les utopies, tout comme celle des Antilles et de la Réunion.

"Il faut changer quelque chose aux Antilles. Nous ne sommes ni pour le statu-quo qui est indéfendable, ni pour l'indépendance, formule aussi peu réaliste que possible..."
(Aimé Césaire - Conférence de Presse)

"A la Réunion, l'autonomie est devenue un mot d'ordre de masse... L'autonomie immédiate est devenue nécessaire. Or elle est possible dans le cadre de la Constitution puisque l'article 72 prévoit un changement pour les Départements d'Outre-Mer"... (Paul Vergès - conférence de presse).

Paul Vergès nous dit que l'autonomie est possible puisque la Constitution le permet. Mais le Gouvernement français se soucie déjà peu de sa propre légalité quand elle est gênante pour ses intérêts, on ne voit pas alors comment il accepterait de faire des sacrifices sur la simple raison que la Constitution peut les permettre. Paul Vergès devrait bien le savoir, lui qui fut poursuivi en justice sans motif valable tout simplement parce qu'il s'opposait à Debré devenu, dans le cadre de la Constitution française, "député" de la Réunion. Paul Vergès devrait bien connaître, lui qui les a tant dénoncées, les fraudes multiples, les menaces, les intimidations de toutes sortes qui falsifient quotidiennement la légalité de nos pays. Comment donc espérer une évolution de nos pays dans le cadre de la légalité ?

Ce sont des atteintes à la légalité : manifestations, émeutes, grèves brutales, qui ont jusqu'ici réussi à améliorer un peu notre sort, et non des préoccupations légalistes. La loi est fonction du rapport des forces en présence, tout revient à savoir qui fera céder ses adversaires.

Les organisations qui se cantonnent à la revendications d'autonomie se targuent de "réalisme". Si elle veulent être réalistes qu'elles soient donc pour la colonisation, pour la départementalisation qui est la réalité d'aujourd'hui aux Antilles et à la Réunion : Elles pensent qu'en demandant un peu, elles pourront l'obtenir, qu'on ne peut pas vouloir TOUT transformer, elles ont cessé d'être révolutionnaires - ou même ne l'ont jamais été - pour se contenter de ce que le gouvernement français PEUT accepter, si en fait on fait un peu pression sur lui. Mais il est loin d'être garanti que le gouvernement français cédera facilement sur l'autonomie, et s'il le fait, c'est que cette autonomie sera que fictive et qu'il conservera la main haute sur nos pays.

Césaire, Vergès, qui ont abandonné la perspective du socialisme et du communisme sont incapables de nous dire comment, en accord avec le gouvernement français ils pourront appliquer ne serait-ce que leur programme d'autonomie. Les sociétés françaises, les Békés, par le simple jeu des dispositions constitutionnelles accepteront-ils l'expropriation et la remise aux paysans sans terre de leurs grands domaines.

accepteront-ils que les ouvriers agricoles s'emparent de leurs plantations ? Non bien sûr. Alors, que cela signifie-t-il sinon un renoncement, en fait, à une véritable réforme agraire.

Quant au programme "social", d'après les décisions du 3ème Congrès du P.C. Martiniquais, exposé "Le Programme de l'Autonomie" il se cantonne à des augmentations de salaires, à mesure que le développement industriel élèvera le niveau industriel du pays, à

- l'établissement d'une indemnité de chômage
- de meilleures allocations familiales
- une amélioration de l'équipement sanitaire.

Cela ne peut nous satisfaire. Nous luttons pour notre totale INDEPENDANCE. Cette indépendance pour nous est liée à la suppression des oppressions de toutes sortes ; oppression nationale mais aussi oppression sociale. Car les travailleurs et les petits planteurs de la Réunion et des Antilles ne pourront pas être libres tant que subsistera l'exploitation de l'homme par l'homme, la propriété privée de gros capitalistes et de grosses sociétés.

C'est bien plus qu'un changement constitutionnel que nous préconisons, c'est une révolution sociale pour libérer les exploités d'aujourd'hui et faire cesser l'exploitation dans le monde entier pour construire une société socialiste à l'échelle du globe.

MARIANNE TIEUS

LES NARINES SENSIBLES

Sous les titres de :

"Petit désastre melodorent" et "Pleins feux sur les Tinettes" un certain A.E. et France Antilles commentent un accident peu banal survenu à Basse Terre à la rue du Champ d'Arbaud. Un char transportant des tinettes renversait par suite d'une collision, le contenu des tinettes sur la chaussée. Il va sans dire que tout le quartier fut submergé des odeurs désagréables qui se répandaient dans l'air.

Mais cela ne s'arrêta pas là, puisque le sieur A.E. eut les narines si choquées qu'il en éprouva l'envie d'écrire un article à France Antilles.

Il est des odeurs qui vous rappellent des choses désa-

gréables et pas seulement dans le domaine "fécal".

Après s'être lamenté sur sa promenade impossible à cause des odeurs (Ah ces odeurs tenaces, n'est ce pas), il en vient à rougir de honte, à la pensée des touristes dont les narines percevront les .. odeurs de tinettes ; il s'écrie : " A notre avis il est intolérable que ces faits se produisent en pl in 20 ème siècle". . . D'accord monsieur A.E. ! mais il poursuit "...dans un pays à vocation touristique", puis il s'interroge " Que peuvent penser en effet les visiteurs en voyant de tels spectacles."

Monsieur A.E. laisse la question sans réponse. Mais nous pensons qu'au lieu même Monsieur A.E. a répondu "Ils diront que, voilà un pays où les gens sont bien misérables pour qu'il y ait tant de tinettes dans les deux principales villes". c'est significatif de "l'oeuvre de la France aux Antilles". La vitrine de la France. Bien parfumée cette vitrine n'est ce pas Monsieur A.E. ?

D'ailleurs ce dernier nous avoue tout de suite que s'il pense à cette question il ne veut pas d'avantage l'approfondir et qu'en tout cas il n'y peut rien : "Notre but bien entendu - dit il - n'est pas de faire supprimer les tinettes puisque aussi paradoxal que cela puisse paraître il existe chez nous des maux qui sont nécessaires".

Voilà en somme le niveau de la sollicitude des "gens de bien" à l'égard de ceux qui ont le triste privilège de se servir de tinettes.

Monsieur A.E. se soucie encore pour finir de la "paix, de la tranquillité et de la quiétude de nos compatriotes". Finalement et c'est sûrement l'avis de France Antilles, il propose : "Choisissez des heures plus propices au déversement de vos tinettes".

Voilà comment France Antilles et toute l'équipe de ses vedettes (Viviès, Lisette et Compagnie) pensent participer à l'oeuvre de la France aux Antilles. Chaque semaine, pourtant le tintement des tinettes et les "odeurs" leur rappelle la misère, le dénuement et l'archaïsme de la vie aux Antilles pour la grande majorité du peuple.

LA FAMINE EN INDE . DON DU CAPITALISME

Après la décision du gouvernement Indien de procéder à l'abattage des vaches sacrées, le parti d'extrême droite Jan Sangh a organisé à travers tout le pays des manifestations contre l'application de cette mesure, ce qui lui permet de regrouper toutes ses forces. Ce n'est en effet qu'avec les mots d'ordres les plus réactionnaires tels que "vive le roi" "sauver notre sainte mère la vache" que ces arriérés de l'Histoire arrivent à regrouper quelques partisans. Le ministre de l'intérieur Nanda, partisan de la protection des vaches, a été démis de ses fonctions. Des arrestations ont lieu dans tout le pays car le gouvernement de Madame Indira Ghandi semble décidé à ne pas céder à la pression du parti Jan Sangh. Il a procédé à quelques arrestations parmi ces réactionnaires, mais dans le même temps les arrestations et les fusillades dirigées contre des manifestants et des hommes de gauche, contre des jeunes gens en colère, se poursuivent à travers toute l'Inde !

Mais tout ceci est secondaire face aux raisons profondes qui les provoquent : la menace de famine qui pèse sur l'Inde la stagnation économique. Des foules affamées pillent des champs de riz, des pères de familles tuent leurs enfants pour ne pas les voir mourir de faim, les hommes cherchent à manger dans les bouses de vaches. Madame Indira Ghandi demande aux Indiens cossus de manger moins, pour pouvoir lutter contre la famine, et dénonce l'existence de stocks d'aliments détenus par des spéculateurs contre lesquels le gouvernement, qui rend responsable de ceci les calamités naturelles, ne prend aucune mesure.

Les petits bourgeois des pays industrialisés pour se donner bonne conscience organisent, par le truchement de toutes sortes d'organisations, telle que le comité Français contre la faim dans le monde des quêtes sur la voie publique en faisant appel à la bonté des prolétaires, plus humains et plus sensibles que les bourgeois et lancent des appels "déchirants" pour lutter contre la famine.

Les capitalistes eux, devant les conséquences de leur pillage du Tiers Monde, cachent à peine leur hypocrisie ; d'une main ils accordent à l'Inde, de l'autre ils reprennent au centuple par le pillage séculaire des pays sous développés ce qu'il viennent d'accorder.

Le "Tiers Monde" se trouve confronté aux plaies les plus honteuses de l'humanité :

- Importante population sous alimentée
- chômage massif car industrialisation faible
- risques permanent de famine
- Arriération culturelle (analphabétisme)

Les Etats Unis fournissent du blé à l'Inde mais non sans réclamer une contrepartie. Madame Indira Gandhi s'est vu accusé, par la "gauche indienne" de faire trop de concessions aux capitalistes de l'extérieur. Elle a en effet accordé la majorité des actions des entreprises existantes aux firmes étrangères ; parallèlement une aide de 150 millions de dollars a été également accordée par les USA. Décidément les impérialistes ne manquent pas de culot ni de cynisme. Ils ont pénétré en Inde à la pointe de l'épée anglaise. Ils ont détruit ce qui existait en Inde, comme artisanat, ils ont provoqué des révoltes tels, que toutes les structures sociales et économiques de l'Inde ont été bouleversées. Ils ont ruinés le commerce indien. Ils ont entraîné en Inde, derrière eux, toutes les terres du capitalisme, mais/ seulement cela. Ils ont fait de ce pays, comme de tous les pays sous développés, une source de matière première et en même temps un marché commode où ils pouvaient déverser leur produits manufacturés. Pour ce faire ils ont paralysé tout développement économique et social, supprimant ainsi une concurrence possible d'une bourgeoisie indienne. Et finalement après avoir pendant des siècles exercé sur l'Inde leur domination directe, ils ont dû, cédant à la révolte populaire, laisser l'exercice du pouvoir à la "bourgeoisie plus que retardataire" de l'Inde.

Aujourd'hui face à la situation qu'il a créé dans les pays sous développés l'impérialisme ne peut avoir que deux attitudes, aider les bourgeoisies nationales à se maintenir en selle, quand celles ci se contentent des miettes qu'il leur accorde, ou bien les combattre militairement (Viet Nam) et économiquement (Blocus de la Chine et Cuba) quand elles refusent de laisser leur pays à l'exploitation étrangère.

Mais aujourd'hui le "problème de la faim" a pris une telle extension un aspect si spectaculaire que même les bourgeois se sentent obligés de "faire un geste" ce qui leur permet de faire oublier que les responsables des criminels, les affameurs, c'est eux. (lire n° A°)

Ce développement ne serait possible qu'en conflit avec l'impérialisme mondial "stade suprême du capitalisme" qui est la cause de la division du monde en pays développés s'enrichissant sans cesse aux dépens des pays sous développés, hier par l'exploitation coloniale directe, aujourd'hui par l'intermédiaire du commerce mondial. Cette division n'est pas l'effet du hasard, ni les conséquences de la supériorité de la civilisation occidentale, mais bien celui du capitalisme.

N° A- Aujourd'hui les masses indiennes ne peuvent mettre

leur espoir dans la "bourgeoisie de l'Inde", celle-ci ne sera capable ni de se développer ni à plus forte raison d'opérer des réformes nécessaires. (fin N° A)

Or les jeux sont faits, toutes les pièces sont prises, le monde est dominé par "une puissance qui, disait Engels, se révèle en dernière substance être le marché mondial.

La situation de l'Inde ne pourra changer, que dans la mesure où celle-ci bénéficierait de toutes les richesses qui lui ont été arrachées et qui se trouvent en Angleterre. Mais ceci n'est possible que si les ouvriers et les paysans pauvres se débarrassent de la bourgeoisie indienne, et se lient par la suite contre l'impérialisme Anglo Américain avec les ouvriers Anglais et Américains.

C'est la seule, l'unique façon de pouvoir résoudre un jour les grands problèmes de l'humanité : lutte contre la faim contre la guerre, contre la barbarie capitaliste.

MAX RODON